

SEMINAIRE NUFFIC/CEA/IDEP/CODESRIA
sur la technologie et les besoins essentiels
Dakar 3-5 Mai 1978

Le discours théorique sur la technologie et les besoins essentiels

F. STAMBOULI
Université de Tunis



AMERICAN UNIVERSITY
WASHINGTON, D. C. 20004
Tel: 202-391-9000

AMERICAN UNIVERSITY LIBRARY

AMERICAN UNIVERSITY
WASHINGTON, D. C. 20004

Le thème de notre rencontre : Science, technologie et besoins essentiels semble à première vue paradoxal.

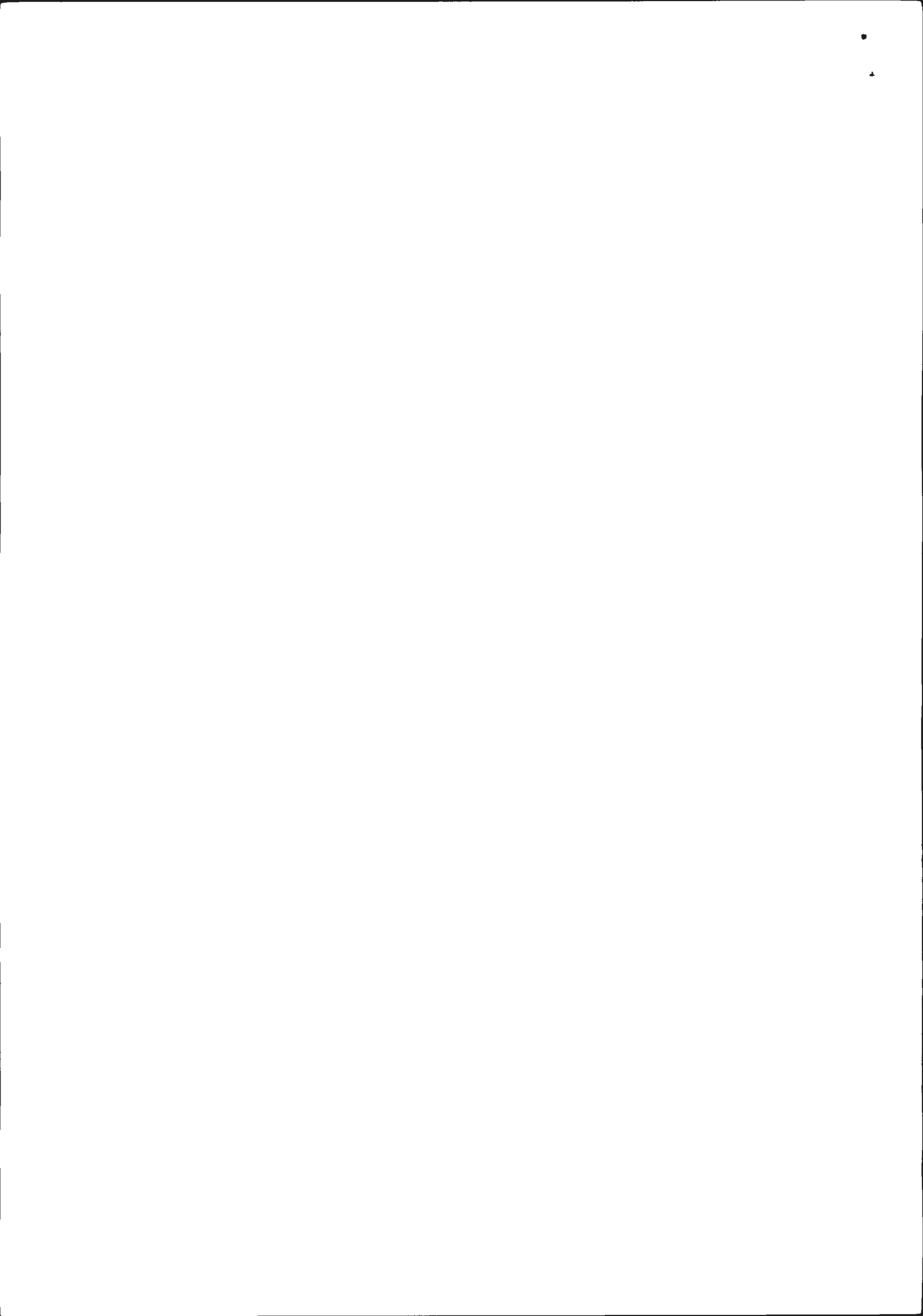
En effet, le profil technologique contemporain, son articulation organique à la science moderne et l'asservissement grandissant de l'un et l'autre à la logique du capital et de l'industrie, nous éloignent des besoins essentiels de l'homme et de la possibilité de les respecter encore moins de les satisfaire.

Il faut donc au préalable problématiser correctement cette question si l'on veut dégager une stratégie correcte et sans ambiguïté pour la satisfaction des "basic human needs".

Nous nous proposons de contribuer à ce travail et nous procéderons en deux moments :

- . Prolégomènes théoriques,
- . Apories pour le Maghreb.

PROLEGOMENES THEORIQUES



Le discours technocratique :

Parmi les avatars récents du champ épistémologique occidental, un champ à prétention hégémonique, figure en bonne place le discours technocratique.

A la base de ce discours, la notion de rationalisation vulgarisée par Max Weber (et la sociologie fonctionnaliste) pour désigner un mode de légitimation qui s'oppose aux modes "traditionnels" fondés sur des considérations surnaturelles ou métaphysiques.

Le mode de production capitaliste a inauguré ce type de rationalité et l'a imposé à tous les secteurs de l'activité humaine.

Il faut noter que cette "rationalisation" de la vie sociale est contemporaine du déploiement technique et de la scientificisation de la technique. L'institutionnalisation du progrès scientifique et technique et son articulation avec le capitalisme avancé, était inévitablement liée à la recherche de la maximalisation du profit capitaliste. Science et technique s'imposent apparemment comme la principale force productive, garante d'une croissance économique intensifiée.

D'où l'illusion résistante de croire que la dynamique même du système social est déterminée par la logique du progrès scientifique et technique. C'est la thèse de la technocratie dont le discours scientifique en a développé la théorie sous différentes versions. (1)

L'apport critique de l'école de Francfort :

On sait que l'école philosophique de Francfort devait opposer une critique vigoureuse à la sociologie fonctionnaliste et au discours technocratique en particulier. Herbert Marcuse reprenant la notion weberienne de rationalisation devait faire ressortir les implications répressives et hégémoniques de toute rationalité technocratique.

"La technique, écrit-il, c'est d'emblée tout un projet socio-historique : en elle se projette ce qu'une société et les intérêts qui la dominent intentionnent de faire des hommes et des choses" (2).

En effet, la technique n'est pas neutre, elle est essentiellement un instrument de pouvoir et de domination.

"Aujourd'hui, poursuit Marcuse, la domination se perpétue et s'étend non

pas seulement grâce à la technologie mais en tant que technologie, et cette dernière fournit sa grande légitimation à un pouvoir politique qui prend de l'extension et absorbe en lui toutes les sphères de la civilisation" (3).

Comme si pour Marcuse la rationalité de la science et de la technique se conjuguent pour former une rationalité qui dispose des êtres et des choses dans une perspective totalitaire. Or il est évident que pour lui la science moderne constitue une formation historique (comme d'ailleurs pour Husserl dans son livre la crise de la science européenne) contemporaine du mode de production capitaliste.

De sorte que sa rationalité prétendument universelle (en fait déformée dans le sens du capitalisme) retire à la technique moderne l'innocence d'une pure et simple force productive.

Dans une perspective phénoménologique, Marcuse associe constamment science et technique à un projet fondamental totalisant. C'est ainsi que technique et domination, rationalité et oppression, sont nécessairement déterminées par un projet social historiquement défini par des intérêts de classe.

De sorte qu'il n'existe aucune perspective de libération sociale réelle en dehors d'une transformation radicale de la science et de la technique elles-mêmes. Et Marcuse nous invite à militer pour une science nouvelle et une technique nouvelle comme condition à une véritable libération de l'homme et de la société.

"Ce que j'essaye de montrer, écrit-il, c'est que la science, en vertu de sa propre méthode et de ses propres concepts, à un projet ou un univers au sein duquel la domination sur la nature est restée liée à la domination sur l'homme... s'il en est bien ainsi un changement de la direction du progrès qui briserait ce lien fatal affecterait aussi la structure de la science elle-même, le projet scientifique"(4).

Et Marcuse de préfigurer la société réconciliée avec elle-même et fondée sur ce qu'il appelle une "autorité libératrice".

Jürgen Habermas s'achemine vers le même sens que Marcuse. Il pense que toutes les tentatives de récupération pratiquées par le capitalisme avancé et même en direction des secteurs sociaux sous-privilegiés (les femmes, les jeunes, les minorités raciales etc...) ne réduiront pas les zones de conflit dans l'avenir. La seule issue à ses yeux est de restituer aux groupes sociaux porteurs d'avenir la liberté de la réflexion et de la pratique.

"Il n'est pas possible, écrit-il, de relever le défi lancé par la technique avec les seules ressources de la technique... Ce n'est qu'en assumant avec conscience politique la dialectique du pouvoir et du vouloir que nous pourrions reprendre en moins une médiation du progrès technique et du monde vécu social qui jusqu'à présent s'est imposé de la façon d'une histoire naturelle... La force libératrice de la réflexion ne peut être remplacée par un déploiement de savoir techniquement utilisable".

III - L'école de Budapest et la théorie des besoins chez Marc

Renvoyant dos à dos le capitalisme de monopoles et l'étatisme soviétique, la jeune école de Budapest (en particulier Agnès Heller, Markus, A. Hegedüs) dans une tradition marxiste non réifiante, réaffirme avec courage, la nécessité d'opérer un changement qualitatif de l'ordre social, qui seul rend possible une "nouvelle forme de vie humanisée" (6), qui ne peut être réalisée qu'à partir de l'initiative la plus large des masses.

Cette analyse est conduite à partir d'un décryptage scrupuleux de l'extraordinaire misère de la vie quotidienne moderne aussi bien dans les sociétés capitalistes que dans les sociétés socialistes.

Une théorie correcte des besoins humains réels (essentiels) ou la condition préalable aujourd'hui de toute possibilité de libération sociale plénière.

Cette théorie Agnès Heller la reconstruit à partir d'une relecture intelligente des écrits de Marx sur cette question.

On sait que Marx distingue trois grands types de besoins :

- 1 - Besoins physiques (nécessaires ou naturels),
- 2 - Besoins sociaux (engendrés socialement),
- 3 - Besoins radicaux.

Les besoins de l'homme et leurs objets sont corrélatifs : un besoin se rapporte toujours à un objet concret, à une activité concrète. Les objets suscitent des besoins et inversement.

D'autre part, les besoins et leurs objets constituent des moments ou des aspects d'un processus unique : le processus de production et c'est celui-ci qui suscite des nouveaux besoins. D'où la profonde historicité des besoins (même ceux qui sont dits naturels) et leur dépendance par rapport à la culture et à la civilisation. Toute civilisation véritable doit déboucher - par la médiation de la

production sociale - sur la satisfaction des besoins sociaux essentiels en priorité.

Cette vérité première le mode de production capitaliste l'a profondément pervertie. Dans la logique capitaliste, la production vise essentiellement la mise en valeur du capital en priorité (C. Pallois) à laquelle tout est subordonné et y compris la satisfaction des besoins essentiels (sur le marché) qui devient un moyen de la reproduction du capital.

D'autre part, le caractère profondément historique de la production des besoins, qu'on ne peut parler de besoins isolés, naturels. Chaque société produit son propre système de besoins auquel on ne peut évidemment se référer pour juger le système de besoins d'une autre société. Ce qui du même coup réduit à néant la prétention du modèle de société capitaliste libérale et sa science à 'l'Universalité (7).

A ce niveau de l'analyse, une question s'impose. Si à chaque formation sociale correspond un système déterminé de besoins, comment s'expliquer l'émergence de forces subjectives qui remettent en cause une telle formation sociale et qui

On sait que toute société (civilisée) est une société de classes reposant sur la division du travail et sur un "partage" du système des besoins. Le plus souvent les classes exploitées ne revendiquent rien de plus qu'une meilleure satisfaction des besoins qui leur sont répartis. Mais il arrive (lorsque certaines conditions historiques favorables sont réunies) que ces mêmes classes exploitées prennent conscience de l'antagonisme qui existe entre leur propre système de besoins et celui des classes qui les dominent. Elles décident d'éliminer les barrages qui bloquaient la satisfaction complète de leurs besoins essentiels. Ce qui aboutit au renversement de l'ordre social établi et à l'émergence d'une nouvelle classe dominante.

Un tel changement n'est pas de nature radicale car il ne permet pas de transcender l'ensemble du système de besoins mais vise uniquement son partage.

Seul un changement complet de structure du système de besoins induit une nouvelle ère sociale. Seuls les besoins radicaux le permettent dans le cadre de la société nouvelle, celle des "producteurs associés".

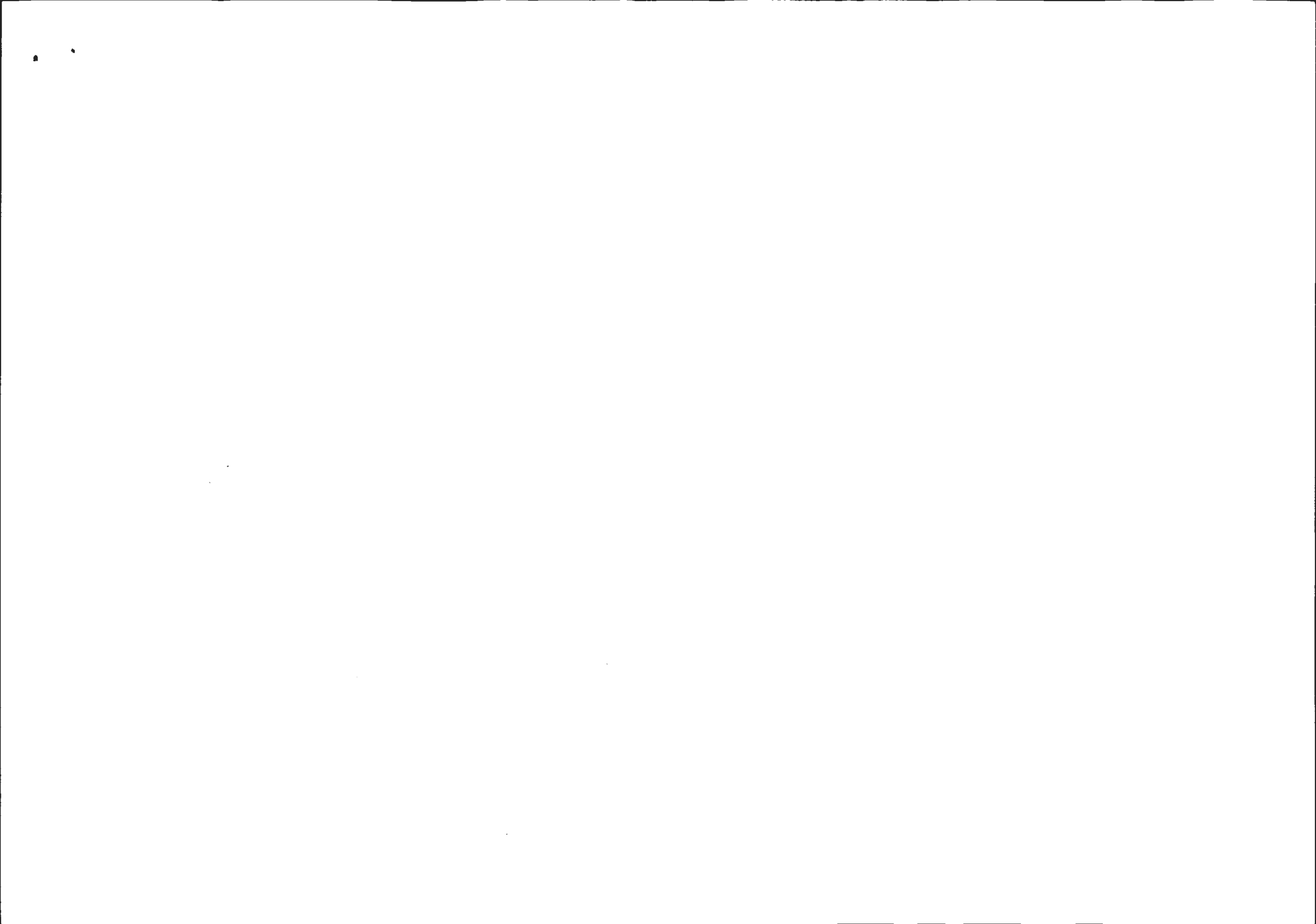
Le communisme devrait en principe permettre ce changement complet de structure du système des besoins sans lequel la société future (les producteurs associés) ne pourrait pas se réaliser.

Dans le cadre de cette société future, l'homme aura été complètement transformé et totalement socialisé. C'est l'avènement de l'homme nouveau. Et de ce fait une ère nouvelle s'ouvre, "l'ère de la liberté" qui s'édifie peu à peu dans le champ d'une production entièrement socialisée, réduisant ainsi "l'empire de la nécessité" qui dominait la préhistoire de l'humanité.

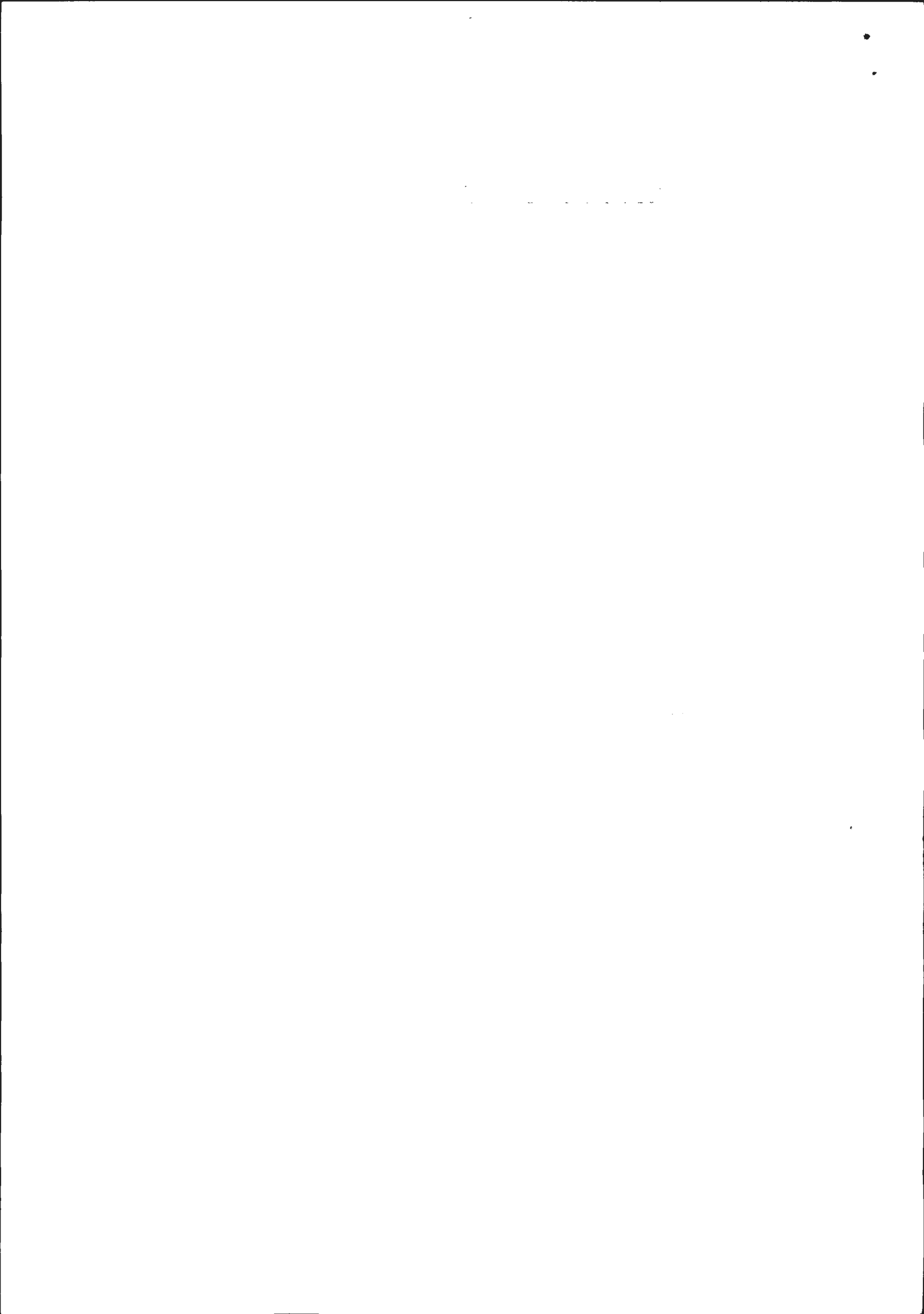
Le vieil antagonisme engendré par le capitalisme (préhistoire de l'humanité) entre travail productif et travail non productif cesse d'exister (2e étape du communisme) puisqu'il n'existe plus ni échange ni valeur d'échange et puisque la force de travail ne se présente plus comme marchandise.

La communauté s'édifie dans l'abolition totale de la dichotomie travail matériel et travail non matériel. Toutes les institutions nécessaires à l'épanouissement de la communauté des producteurs associés (écoles, hôpitaux, logements, etc..) participent de ces deux formes de travail simultanément.

"Ce qui apparaît là dans cette transformation écrit Marx, comme le maître pilier de la production et de la richesse, ce n'est ni le travail immédiat ni le temps de travail, c'est plutôt l'appropriation par l'homme de sa propre force productive universelle, c'est l'intelligence et la maîtrise de la nature par l'ensemble de la société, l'épanouissement de l'individu social" (8).



APORIES POUR LE MAGHREB



La politique qui vise la satisfaction des "basic human needs" est ambiguë. Si on l'entend dans un cadre de rationalité technocratique (définie plus haut), elle ne constitue qu'une nouvelle version des politiques dites sociales qui visent à récupérer les secteurs de "pauvreté" et à désamorcer leur charge révolutionnaire. Elle peut constituer une version nouvelle d'une idéologie de camouflage.

Les politiques "sociales" sous leurs différentes facettes (éducation, santé, habitat...) n'ont fait jusqu'à présent que renforcer les élites technocratiques à travers leurs discours, leurs styles et leur manipulation des masses en vue de leur plus grand contrôle.

Ces politiques sont l'expression la plus limpide de la logique du capital (à travers des institutions spécialisées) national et/ou international.

Au nom de la politique des "basic human needs" le capital international (AID et Etat hollandais) viennent de financer cette année une opération de dégourbification à Tunis. Les recherches récentes sur l'habitat populaire ont pourtant partout montré l'échec d'une telle politique en matière d'habitat (Kafi, Boukraa, Chabbi...) En fait son seul mobile est le profit capitaliste.

Car construire pour le peuple rapporte davantage que construire avec le peuple. (Hassan Fathy et John Turner).

De telles politiques non seulement reproduisent les inégalités sociales existantes mais les aggravent davantage (rapport de la banque mondiale sur les systèmes éducationnels au Maghreb).

La grande contradiction qui bloque tout développement harmonieux de nos sociétés, réside dans le fait que la classe dirigeante tire son pouvoir (et sa légitimité) de son accès à la technologie avancée (occidentale).

Celle-ci accroît la dépendance de nos sociétés et retarde d'autant l'épanouissement et la libération de nos peuples. Tant qu'une telle contradiction n'est pas résolue, toute forme de développement véritable est interdite.

A moins de relever le défi rapidement, les signes du modèle de développement occidental, en se répandant de plus en plus à travers la planète, induisent des effets d'ostentation et d'entraînement. Ils arrivent à s'enraciner dans l'inconscient collectif pour modeler le système de représentation et de conduites des peuples, notamment celui relatif à la propriété.

Ce qui du même coup accentue l'aliénation des masses et retarde d'autant la formation d'une conscience politique militante.

L'inégalité sociale s'accroît.

En effet après l'euphorie des indépendances nationales retrouvées, les classes moyennes ont enregistré partout au Maghreb une ascension sociale irréversible.

Aujourd'hui leur promotion semble incompatible avec la logique du développement dépendant (surtout en temps d'inflation mondiale). Le capital gravite de plus en plus les sommets de la hiérarchie sociale et s'y niche. Des oligarchies nouvelles se constituent au bout de la pyramide sociale et dans le sillage d'une plus grande composition organique du capital.

Ces oligarchies nouvelles sont de type techno-bureaucratiques (Algérie) ou affairistes (Maroc, Tunisie).

De sorte que plus la dépendance s'accroît et se raffermie, plus ses effets sociaux se répartissent inégalement (les masses se paupérisent davantage, les classes moyennes s'essouffent et stagnent, les oligarchies se construisent et se fortifient).

Les implications d'une telle dynamique - la dynamique de la dépendance - sont graves.

Partout les retombées négatives sont évidentes même lorsqu'elles se cristallisent dans des formes différentes : autoritarisme étatique (Algérie), désintégration de la vie politique (Maroc), retraditionalisation (Tunisie), nationalisme fondamentaliste (Libye).

Partout la dépendance induit le renforcement de l'Etat.

L'Etat se trouve de ce fait assujéti à une idéologie nationaliste ambiguë et équivoque ; car le nationalisme peut dans ces conditions soit camoufler la dépendance, soit y résister mais au prix d'un étatisme répressif aussi bien dans la défense que dans la capitulation (9).

Etant donné que la dépendance est un processus cumulatif, l'ère des supranationales impose un scénario qui semble inévitable pour l'avenir.

Les sociétés ouvertes à ces firmes iraient en s'appauvrissant et risquent même d'éclater politiquement. Par contre celles qui leur resteront fermées, renforceraient inévitablement leurs appareils étatiques dont l'armée et le parti.

Dans les deux cas il n'y a point d'alternative en dehors du chaos ou de l'enfermement (H. Marcuse).

Que faire ?

Il y eut déjà beaucoup de réponses à cette question inévitable.

Ajoutons celle de Samir Amin lorsqu'il recommande de "savoir se dépasser à partir de soi-même" (10).

NOTES

- (1) J. ELLUL : The technological society. New-York 1964.
- (2) H. Marcuse : Culture et société. Vol. II, Francfort 1965.
- (3) " : L'homme unidimensionnel. Ed. Minuit, Paris 1968.
- (4) " : - idem -
- (5) Jurgens HABERMAS : La technologie et la science comme idéologie. Ed. Denoël, Paris 1973.
- (6) Agnès HELLER : La théorie des besoins chez Marx. 10/18, Paris 1978.
- (7) F. STAMBOULI : Remarques épistémologiques sur sciences sociales et développement. In Die Dritte Welt n° 2-3, 1977.
- (8) K. Marx : Fondements de la critique de l'économie politique. Cité par A. HELLER (p. 147).
- (9) Henri LEFEBVRE : De l'Etat. Les contradictions de l'Etat moderne. 10/18, Paris, 1978.
- (10) Samir AMIN : L'impérialisme et le développement inégal. Ed. Minuit, Paris 1976.